

Vers quelle résilience paysanne en République Centrafricaine ?

Fondements et premiers enseignements d'une démarche d'observatoires en zone post-conflit.

LALLAU Benoît, ARCHAMBAUD Lise, LAISSUS-BENOIST Perrine, MBETID-BESSANE Emmanuel
CLERSE - Université de Lille & LERSA – Université de Bangui

Mai 2017

VERSION PROVISOIRE

Introduction

Confrontée depuis une vingtaine d'années à une instabilité politique croissante, la RCA a connu depuis la fin 2012 un niveau de violences sans précédent. Les zones rurales ont été particulièrement touchées, mises en coupe réglée par les différents groupes militaro-politiques présents sur des parties plus ou moins vastes du territoire : Séléka, ex-Séléka, Antibalaka, Lord Resistance Army, bandes armées de toutes natures. Les interventions française (Sangaris) et onusienne (Minusca) ont permis d'atténuer les violences, sans toutefois ramener la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire. On parle malgré cela, au début 2017, de la RCA comme d'un pays en situation de post-conflit, dont il faut recommencer à envisager le relèvement, puis le développement, en particulier agricole. Ce soutien au post-conflit doit passer par une connaissance fine des impacts du conflit sur les populations rurales : comment, donc, ces populations ont-elles fait face au contexte d'insécurité de ces dernières années ?

Cette question est centrale dans un projet de recherche en cours, mené avec le LERSA (Laboratoire d'économie rurale et de sécurité alimentaire) de l'Université de Bangui, en partenariat avec trois ONG internationales (ACF, ACTED, Triangle GH), et grâce à un financement de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Ce projet se fonde sur trois constats ou hypothèses : 1/ Ce sont les insuffisances du développement agricole qui, en marginalisant les populations rurales et en opposant agriculteurs et éleveurs, ont largement produit les insécurités actuelles. 2/ Très peu de travaux ont été menés ces dernières années voire décennies, pour rendre compte finement des réalités rurales de ce pays. 3/ La résilience, thématique majeure de la communauté humanitaire, en RCA comme ailleurs, peine à être opérationnalisée, notamment faute d'évaluations appropriées. Face à ces trois constats, le projet consiste en la mise en œuvre d'un dispositif d'observatoires des crises et des résiliences dans les zones rurales. Ce dispositif d'observatoires est initié, sur neuf sites jusqu'à présent, par deux phases de terrain, une phase de diagnostic villageois (terminée) et une phase d'entretiens approfondis avec des ménages représentatifs des diversités locales (en cours).

Ce document de travail se structure en trois sections. La première présente le contexte qui a fondé ce projet de recherche, la deuxième en développe le cadre d'analyse ainsi que les principaux éléments de la méthodologie déployée sur ces terrains ruraux complexes. La troisième aborde quelques enseignements issus de la première phase, de diagnostics villageois. Des considérations plus techniques ainsi que l'analyse d'un cas particulier sont proposés en annexes du document.

1. De la marginalité au conflit : une agriculture en survie

L'agriculture centrafricaine constitue en soi un paradoxe : à la fois disposant de grandes potentialités, mais longtemps délaissée. C'est cette marginalisation qui constitue l'une des racines principales de la crise sécuritaire actuelle, crise qui en retour a achevé de la fragiliser.

Une agriculture fondée sur les legs coloniaux

La République Centrafricaine dispose d'une grande diversité d'écosystèmes, qui lui permet d'accueillir une large gamme de cultures destinées au marché intérieur (céréales, racines, tubercules, banane plantain, oléagineux, légumes, canne à sucre, etc.) ou à l'exportation (caféiers, cacaoyers, kolatiers, poivriers, cotonniers, tabac, etc.). Mais du fait de la faible densité démographique (7,5 hab/km²) et d'un outillage agricole quasi-exclusivement manuel, moins de 5% des terres aptes à la mise en culture seraient effectivement cultivées annuellement, soit quelques 700 000 hectares. De l'ordre de 16 millions d'hectares, les terres de parcours et de pâturage devraient quant à elles pouvoir nourrir aisément jusqu'à environ 5 millions de têtes de petits bovins mais n'en ont en réalité jamais hébergé simultanément plus de 3,5 millions.

Précisons que la présence de troupeaux bovins en Oubangui-Chari remonte au début des années 1920. Dans un premier temps, les agriculteurs sédentaires ne virent pas d'inconvénients à ce que les éleveurs se déplacent, et même s'installent, en « brousse », loin des zones de culture. Mais l'augmentation rapide des effectifs animaux entraîna bien vite des problèmes de mésentente entre les deux populations du fait des « feux de chasse » allumés par les agriculteurs sur les terres de parcours, ou des dégâts occasionnés aux cultures par les troupeaux en divagation, en particulier sur les champs très éloignés des habitations. Afin d'endiguer les affrontements, les pouvoirs publics optèrent finalement pour une partition des espaces entre agriculteurs et éleveurs, avec notamment la délimitation dans les années 1960 de « communes d'élevage » et de « corridors de transhumance ».

Précisons encore que l'agriculture centrafricaine, telle qu'elle se présente aujourd'hui, tire son origine de la période coloniale. Les systèmes agraires précoloniaux, déjà localement très affaiblis par les razzias esclavagistes des sultanats des actuels Sud Tchadien et Darfour, ont été perturbés par la politique coloniale de regroupement des villages. Il s'agissait d'obliger les paysans à déplacer leur habitat au voisinage des pistes rurales, afin de mieux les contrôler et de réquisitionner plus aisément la main-d'œuvre pour les travaux forcés et corvées de portage. Mais ces pistes étaient souvent construites sur des cuirasses ferrugineuses ou sur les parties les plus hautes du relief, là où les sols étaient les moins fertiles. Ce regroupement, comme les réquisitions et l'exploitation forcée du caoutchouc, se sont traduits par un appauvrissement généralisé des sols et par une extension des surfaces consacrées au manioc, du fait de l'adaptation de cette culture à un tel contexte. L'autre fait colonial majeur fut la promotion de nouvelles cultures pour l'exportation. La colonie française de l'Oubangui-Chari a été qualifiée de « Cendrillon de l'Empire » (Kalck, 1976), car fort délaissée par l'administration coloniale. Son exploitation fut tout d'abord confiée à de grandes compagnies concessionnaires, plus soucieuses d'en tirer un profit immédiat que d'y entreprendre des investissements de long terme. Elles s'orientèrent en premier lieu vers l'exploitation de caoutchouc sylvestre, au prix d'une surexploitation des espèces concernées et d'une criante sous-rémunération des saigneurs. Puis débuta la promotion de nouvelles cultures destinées à l'exportation en

Oubangui-Chari : le céara (*Manihot glaziowi*) dans un premier temps, pour pallier l'épuisement des espèces à caoutchouc spontanées, puis le cotonnier et les caféiers *excelsa* et *robusta*.

La trajectoire historique de l'agriculture centrafricaine est donc caractérisée par le regroupement des populations rurales au nom de considérations non agricoles, le primat accordé aux cultures à vocation exportatrice et la cohabitation de deux systèmes de production extensifs : élevage mobile d'un côté, agriculture sur abattis-brûlis de l'autre.

L'oubli du développement agricole

Un autre trait de cette histoire tient dans le désintérêt des bailleurs internationaux et des élites nationales pour l'agriculture, cette marginalité évoquée plus haut. Les paysanneries centrafricaines n'ont jamais beaucoup intéressé. Trop peu nombreuses pour rentabiliser les infrastructures, jugées hostiles à la « mystique du progrès », elles n'ont bénéficié que de peu d'appuis, par ailleurs trop courts et insuffisamment denses pour être déterminants (Dufumier & Lallau, 2016). C'est ce que regrettait déjà l'agronome français René Dumont, lorsqu'il livrait en 1966 une déclinaison centrafricaine de son *Afrique Noire est mal partie, Le difficile développement agricole de la République Centrafricaine* (Dumont, 1966). On y trouvait les germes de la situation actuelle : mépris des élites pour les paysanneries, désintérêt pour le vivrier, saupoudrage d'actions, enclavement -déjà- des régions périphériques, etc. Cette faiblesse de l'appui s'est accrue et muée en un véritable abandon depuis les plans d'ajustement structurels des années 80, marginalisant ces paysanneries et les entraînant peu à peu dans le présent conflit. L'ensemble des activités agricoles a été affecté par cet abandon des pouvoirs publics. La marginalisation des paysanneries n'a pas signifié pour autant leur repli total sur l'autosubsistance. Il s'est agi davantage d'une intégration défavorable, parce que subie, erratique, peu rémunératrice, que d'une complète mise à l'écart. Cette intégration aurait pu être rendue moins défavorable par une organisation collective suffisamment forte. Tel n'a pas été le cas en RCA où il n'y a pas de mouvement paysan proprement dit et où l'action collective s'est limitée aux seules activités de groupements villageois adossés à une culture exportatrice.

Cette marginalisation s'est ensuite étendue depuis les régions les plus périphériques (le Nord et l'Est du pays) pour atteindre les régions autrefois plus intégrées. Elle n'a pas concerné que les filières agricoles, mais aussi le système scolaire, avec la disparition de l'école rurale, l'accès aux soins primaires, les axes routiers secondaires ; etc. Elle a conduit bien des ruraux à rechercher des alternatives en dehors des villages, via l'exode vers Bangui et les villes de province, et via la réalisation de travaux journaliers sur les chantiers diamantifères ou aurifères. Cette intégration défavorable des zones rurales a largement nourri l'instabilité politico-militaire qu'a connue la RCA depuis le milieu des années 90. De nombreux jeunes ruraux, agriculteurs comme éleveurs, se sont intégrés aux groupes armés. Tantôt bandes de « coupeurs de routes », tantôt groupes rebelles à visée politique, tantôt groupes d'autodéfense, souvent tout cela en même temps ou alternativement au gré des circonstances, ces « entreprises » de prédation ont fortement affecté la vie des ruraux, par leurs pillages, par la répression qu'elles induisent, par le déclin de la vie économique qu'elles provoquent.

Mais c'est le conflit initié à la fin de 2012, avec la création de la coalition dite Séléka, qui a eu les plus lourdes conséquences : déplacements massifs de populations, pillages systématiques des villes et villages conquis, mises en coupes réglées de régions entières par les différents

groupes armés (on en recense encore 14 en activité aujourd'hui) jusqu'à aujourd'hui, destructions d'équipements et d'infrastructures, insécurité alimentaire, destruction du lien social, et pour la première fois dans l'histoire du pays, massacres de nature confessionnelle.

Quel avenir pour l'agriculture centrafricaine ?

Ainsi, après les récentes crises politico-militaires, l'agriculture centrafricaine est profondément déstabilisée : l'insécurité a empêché les grandes cultures et freiné les flux commerciaux internes, les éleveurs ont perdu tout ou grande partie de leurs troupeaux. Dans un pays aux conditions agro-climatiques pourtant favorables à l'agriculture, beaucoup de ruraux survivent difficilement, ou doivent compter sur l'aide alimentaire distribuée par les acteurs humanitaires. Notre projet de recherche se fonde sur quatre hypothèses centrales. La première est que ce délabrement agricole n'est pas irréversible. Le questionnement est alors le suivant : comment reconstruire au plus vite l'agriculture du pays et faire en sorte que les populations rurales et périurbaines puissent passer d'une situation d'assistantat humanitaire à celle de producteurs actifs capables d'une part d'assurer par eux-mêmes des conditions de vie correctes avec des niveaux de revenus décents, d'autre part de fournir aux populations urbaines une nourriture abondante, diversifiée et équilibrée.

Mais il serait simpliste d'imputer ce délabrement aux seuls conflits récents, on l'a vu. Notre deuxième - et principale - hypothèse est ainsi que la paupérisation et la marginalisation des paysanneries constituent des ferments majeurs de l'instabilité actuelle, et qu'une paix durable ne pourra se construire sans développement agricole et rural. Dans cette agriculture prédomine encore très largement la juxtaposition de deux systèmes extensifs, une agriculture manuelle et un élevage bovin semi-nomade (« transhumant »), sans que les deux activités ne soient réellement associées. Plutôt que de plaquer une grille d'analyse « confessionnelle » sur les conflits entre agriculteurs (certes souvent chrétiens) et éleveurs (certes majoritairement musulmans), nous prenons le parti d'une analyse en termes d'utilisation des espaces, et envisageons les modalités possibles d'une meilleure intégration de ces deux systèmes.

Cette nécessité du développement agricole comme condition d'une pacification durable est désormais affirmée par de plus en plus d'acteurs, bailleurs comme ONG. Se pose alors la question des modalités que devrait prendre ce nécessaire appui. Il est pour cela crucial de bien connaître cette agriculture. C'est là qu'est notre troisième constat, celui d'une profonde méconnaissance des réalités agraires de la RCA. Beaucoup d'acteurs de l'urgence et du relèvement sont très conscients de cette situation. Faute de politiques structurelles, d'appui à la recherche et d'accompagnement des étudiants, les seules études récentes sur ces réalités proviennent des évaluations entreprises par les humanitaires : établies en urgence, selon des canevas standardisés, par des personnels ne disposant ni du temps ni parfois des compétences pour réaliser de véritables diagnostics locaux, elles ne permettent pas de fonder solidement des politiques d'appui. Notre hypothèse est ici qu'une analyse, suivie, des systèmes locaux pourrait combler une partie de cette méconnaissance et contribuer à la formulation d'appuis adaptés localement, permettant de susciter la résilience des populations. Il s'agit donc de développer une méthodologie adaptée d'étude des systèmes agraires et de leur diversité en RCA, et de construire un cadre permettant de pérenniser cette approche. Il s'agit aussi donner plus de contenu opérationnel à la résilience qu'elle n'en a actuellement, de contribuer à en faire autre chose qu'une métaphore mobilisatrice ou, pire, une nouvelle injonction.

2. L'observatoire des crises et des résiliences : fondements analytiques

De cet ensemble de constats et d'hypothèses a émergé le projet d'observatoires des crises et des résiliences. Cette deuxième section en présente les fondements analytiques. Des fondements qui partent d'une question simple : alors que cette notion est mobilisée par la plupart des bailleurs, en RCA comme ailleurs, est-il possible d'évaluer la résilience ?

La résilience, une notion problématique

Il circule de nombreuses définitions de la résilience dans le monde de l'aide, qui insistent en général sur la capacité de rebondir suite à un choc, mais aussi de s'y préparer voire de l'éviter, et de s'adapter durablement aux stress (Lallau, 2017). En 2014, le Groupe de travail technique sur la mesure de la résilience, regroupant plusieurs agences onusiennes et bailleurs multilatéraux, donne la définition suivante : « la résilience est la capacité qui garantit que des facteurs de stress et des chocs adverses n'aient pas de conséquences négatives durables sur le développement » (FSIN, 2014). Mais beaucoup de questions se posent : comment l'évaluer ? A quelle(s) échelle(s) ? Sur quelle(s) temporalité(s) ? Quels moyens implique-t-elle ? Notre hypothèse est que, en dépit des nombreuses critiques dont elle fait l'objet (Reghezza-Zitt & al., 2012 ; Béné & al., 2012), il est possible de donner du sens et de l'opérationnalité à cette notion. Cela nécessite d'apporter des réponses claires aux questions suivantes.

- La résilience, de quoi ? Il s'agit de déterminer précisément les variables d'état, dont il faut suivre l'évolution pour pouvoir évaluer s'il y a ou pas, une trajectoire de résilience. Un reproche souvent fait aux approches de la résilience est de ne pas distinguer clairement ce qui caractérise la résilience (les variables expliquées) et ce qui la permet (les variables explicatives). Nous avons à poser des choix clairs, pour éviter le risque de l'analyse circulaire (on est résilient parce qu'on est résilient).
- La résilience, par rapport à quoi ? Nous nous intéressons à ce que nous nommons adversité, l'ensemble des risques et chocs vécus par les ménages et les communautés, et pas seulement les chocs brutaux, de type catastrophique (pillage, etc.).
- La résilience, de qui ? C'est la question des échelles auxquelles la résilience doit être évaluée. La tendance, dans l'abondante littérature récente, est de prôner une évaluation à plusieurs échelles, depuis l'individu jusqu'à la nation. Par souci d'opérationnalité, nous optons pour une approche à deux échelles, qui font sens sur nos terrains, celle du finage villageois et celle du ménage. Le finage correspond aux limites du territoire villageois où un groupe de personnes est installé (habitat), et sur lequel il exerce un droit agraire, droit d'accès et droit d'usage. C'est donc le territoire perçu comme « leur » par les habitants. Quant au ménage, unité de référence des humanitaires, il constitue l'entité collective minimale structurant le quotidien des pratiques, induisant un vivre ensemble au moins durant une partie de l'année, persistant dans le temps, portant une majeure partie des pratiques de gestion des risques.
- La résilience, quand ? Pour avancer à la difficile question de la temporalité de la résilience, nous choisissons de penser les processus à l'œuvre en termes de trajectoire, permettant d'intégrer l'ensemble de l'adversité vécue, des réponses qui lui sont, en continu, apportées, des actions extérieures, des évolutions aux deux échelles des ménages et des villages.

- La résilience, comment ? Il s'agit d'expliquer l'état et l'évolution de ces variables d'état. Cela passe par l'analyse des pratiques individuelles et collectives, par l'analyse des ressources mobilisables par la communauté villageoise et par le ménage.

La nécessité d'analyser des processus et des trajectoires conduit à privilégier un dispositif d'observatoires. Un observatoire est usuellement défini comme une structure autonome et pérenne chargée d'observer l'évolution d'un phénomène, d'un système ou d'un espace et de collecter, d'analyser, de restituer (à un rythme rapide) des données et des connaissances, à destination des acteurs de ce système ou de publics ciblés (Dubois et Droy, 2001). Il se présente comme un système léger de production de données, répété à échéances régulières, et conduisant à des résultats extrapolables, sous certaines conditions (niveau de représentativité des zones et ménages retenus, qualité des données recueillies).

Une approche systémique

C'est dans le champ des systèmes socio-écologiques (SES) que la question de la résilience a été particulièrement approfondie (Mathevet & Bousquet, 2015). La Resilience Alliance, promotrice de cette approche, propose la définition suivante: "Resilience is the capacity of a social-ecological system to absorb or withstand perturbations and other stressors such that the system remains within the same regime, essentially maintaining its structure and functions. It describes the degree to which the system is capable of self-organization, learning and adaptation" (Walker *et al.* 2004).

Cette approche nous donne quelques clés pour sortir d'une vision trop peu opératoire de la résilience. Nous pouvons considérer nos deux échelles, le village et le ménage, comme des SES. Quand, alors, peut-on dire qu'un « système village » ou qu'un « système ménage » adopte une trajectoire de résilience ? Nous proposons la réponse simple suivante : un système est résilient s'il parvient, en suite à une ou des perturbations, à maintenir ou à rétablir ses fonctions essentielles. Cela n'induit pas nécessairement un retour au *statu quo ante*, il peut y avoir une transformation du système d'activités, un changement du mode de vie, une réorganisation des relations sociales, etc. Une telle approche nous permet de ne pas confondre les fonctions du système et ses ressources. Les premières sont les variables d'état, qui caractérisent les manifestations de l'éventuelle résilience, les secondes constituent les variables explicatives, c'est à dire les facteurs permettant de maintenir ces fonctions ou pas. Bien entendu, il nous faut définir ce que peuvent être ces fonctions essentielles, aux deux échelles retenues. Nous y revenons plus loin.

Les tenants de l'approche des systèmes socio-écologiques insistent sur les interactions complexes qui existent entre différents systèmes, à différentes échelles ; on parle alors de panarchie. De même, dans notre approche, nous avons à bien comprendre les interactions entre les deux échelles considérées, celle du ménage et celle du village. C'est là une vieille préoccupation des sciences sociales, que nous retrouvons ici : un village résilient fait-il des ménages résilients, et réciproquement ? La question des inégalités intra-communautaires doit en particulier être abordée : par exemple le choc a-t-il accru ces inégalités ? Faut-il déterminer des seuils au-delà duquel on peut parler d'une communauté résiliente, en dépit de trajectoires défavorables pour certains des ménages de cette communauté ?

Enfin, la compréhension des fonctions à l'échelle du ménage repose sur l'approche des *sustainable livelihoods*, ou moyens d'existence durables (Chambers et Conway, 1991). Il s'agit d'observer la trajectoire des ménages, et d'appréhender les stratégies qu'ils mettent en place pour protéger leurs « enjeux ». Les enjeux sont ce qui compte pour eux, c'est-à-dire ce qu'ils tentent de préserver et/ou de reconstituer en priorité en cas de choc (Lallau et Droy, 2014). La mobilisation de ce cadre des *livelihoods* présente trois avantages : il s'agit d'un cadre assez souple, qu'il est possible d'adapter à différents contextes, tant ruraux, qu'urbains ou périurbains ; dans sa version initiale, celle adoptée ici, elle intègre non seulement les actifs, les systèmes d'activités mis en œuvre, mais aussi les capacités détenues (permettant en particulier d'inclure des éléments de nature socio-anthropologique) ; enfin, il s'agit d'un cadre qui n'est pas étranger aux acteurs humanitaires, et facilite donc les échanges et la vulgarisation sur le travail mené.

Nous adoptons donc la démarche analytique suivante, à développer aux deux échelles du finage villageois et du ménage.

1. Comment fonctionne actuellement le système ? Nous proposons une caractérisation du système, au temps t.
2. Comment a-t-il fonctionné par le passé ? Nous devons comprendre la trajectoire historique du système.
3. Qu'est-ce qui explique ce fonctionnement aujourd'hui ? Il s'agit de mettre en évidence les implications de l'histoire et de l'environnement actuel sur l'état présent du système.
4. Comment ce fonctionnement a-t-il été affecté par les perturbations passées ? Nous entrons plus particulièrement dans une approche résilience.
5. Face à ces perturbations, comment le système a restauré, ou pas, ses fonctions essentielles ? Nous abordons ici la dimension rétrospective de la résilience : comment a-t-on « fait face » par le passé ?
6. Semble-t-il à même de pouvoir faire face à une prochaine perturbation ? Nous envisageons la dimension prospective de la résilience, ce qui peut s'avérer plus complexe à établir, mais qui est aussi essentiel si l'on veut pouvoir orienter une future action d'appui.
7. Et donc, peut-on, pour le système considéré, parler d'un processus de résilience ? Il s'agit alors de confronter l'évolution des fonctions du système aux chocs subis par le passé et aux menaces pesant sur son avenir.
8. Enfin, comment cette trajectoire peut-elle être reliée à celle de l'autre système étudié ici. Nous abordons alors la complexe question des interactions entre échelles.

La suite de ce document va expliciter cette démarche, présenter la façon dont elle est actuellement mise en œuvre, mais aussi les difficultés qu'elle induit, les débats qu'elle suscite.

L'approche du finage villageois

Le point d'entrée de notre démarche est la définition des fonctions permettant de caractériser l'état d'un système, le finage villageois ici. C'est ici que le lien peut être fait avec les approches en termes de soutenabilité : d'une part avec les trois dimensions usuellement retenues de cette soutenabilité, les dimensions environnementale, économique, et sociale ; d'autre part avec la perspective dynamique et systémique de ces approches (Lallau, 2011).

Nous définissons en premier lieu une **fonction productive**. Un village est résilient sur le plan environnemental si les agroécosystèmes maintiennent ou retrouvent leurs potentialités productives en dépit des chocs. Il est important de se pencher sur cette question car une très large majorité de la population vit de l'agriculture, la chasse, la pêche, l'élevage, et donc de la mise en valeur des écosystèmes. Si donc cette fonction est affectée, il y aura une crise des moyens d'existence à l'échelle des ménages. En retour, c'est une fonction dont l'état dépend grandement des caractéristiques naturelles du milieu, mais dont l'évolution est aussi très largement, voire essentiellement, influencée par les dynamiques humaines.

Nous proposons en deuxième lieu une **fonction d'intégration**. Un village « fonctionne » économiquement si les modalités de son intégration avec le reste du territoire (infrastructures, services étatiques, appui extérieur) sont favorables à la subsistance des ménages, s'il parvient à éviter une *intégration défavorable*. Nous faisons ici référence à la notion d'*adverse incorporation*, issue du cadre des *livelihoods* (Hickey & du Toit, 2007, 4).

Enfin, nous avançons une **fonction de régulation**, renvoyant au contexte social et institutionnel local. En particulier, il est nécessaire de se pencher sur la question de la cohésion sociale. Cette question est d'une grande importance dans le contexte centrafricain, marqué par les ruptures entre agriculteurs et éleveurs, mais aussi par différentes discriminations ethniques et de nombreux conflits au sein même de communautés villageoises souvent postulées comme homogènes. L'autre élément majeur ici tient en la capacité des institutions locales à se maintenir ou à se rétablir suite à des perturbations. Nous devons donc nous intéresser à l'état des institutions villageoises et à leur fonctionnement effectif, notamment aux questions de leadership et à l'influence des groupes armés sur le fonctionnement local.

Au travers des fonctions, de leurs interactions, et de leurs facteurs explicatifs (les différentes ressources villageoises), c'est la question de la complexité du système village et de son évolution qui est analysé (Nous cherchons notamment à vérifier l'hypothèse, courante dans l'approche des SES, selon laquelle un système complexe serait plus résilient). Ce qu'il est important de saisir, c'est comment les ressources sont mobilisées en fonction des opportunités accessibles à l'échelle du village, comment elles interagissent ou pas, comment elles peuvent, ou pas, permettre à la communauté villageoise de faire face aux risques et aux chocs. De même, il est essentiel de se pencher sur les dynamiques locales de l'action collective, et leur incidence sur la trajectoire du système villageois. L'observatoire doit donc se pencher, dans chaque site, sur les réalisations des collectifs et sur les processus locaux de structuration.

L'approche du ménage

Deux éléments fondent notre approche de la résilience à l'échelle du ménage. En premier lieu, les fonctions reposent sur une approche en termes d'enjeux locaux : ce qui est important pour le ménage, ce qui fait sens pour lui et qu'il cherche à protéger/reconstituer. Mais nous ne pouvons pas nous satisfaire d'une posture relativiste du type : « chaque ménage a ses priorités, ses souhaits, etc. » Nous pouvons dégager deux premiers types d'enjeux, partagés par tous les ménages, même si les modalités et les moyens de les atteindre peuvent évidemment différer, celui d'assurer la subsistance de ses membres d'une part, celui d'être intégré dans sa communauté d'autre part. Par ailleurs, la notion de résilience renvoie à l'idée que l'on ne sacrifie pas le futur pour assurer le présent. Ici aussi, nous pouvons poser qu'aucun ménage ne

sacrifie délibérément son avenir, et la préservation de cet avenir constitue un troisième enjeu essentiel. Dans cette optique, un ménage qui « fonctionne » en dépit des chocs est un ménage qui parvient à répondre à ces trois enjeux que sont : le fait de vivre correctement, au regard de standards locaux ; le fait de « compter » au sein de sa communauté ; le fait de préserver son avenir en ne « bradant » pas ses moyens de produire et de générer des revenus.

Nous définissons donc une **fonction de subsistance**, qui rend compte de la façon le ménage assure ou restaure la subsistance de ses membres. De même, nous proposons d'évaluer une **fonction d'intégration sociale**, qui caractérise la façon dont le ménage parvient à ne pas être marginalisé, à « compter » au sein de la communauté. Nous nous fondons de nouveau sur l'hypothèse issue des approches de la résilience : on n'est pas résilient seul. Enfin, nous avançons une **fonction de préservation de l'avenir**. Un ménage résilient est un ménage qui sauvegarde ou reconstitue des moyens d'existence lui permettant d'assurer sa subsistance et son intégration sociale pour demain (c'est à dire assurer l'avenir du ménage à moyen terme).

L'évolution des fonctions peut être constatée soit en termes de résultats (l'état de la fonction est à un niveau différent avant et après le choc par exemple), soit en termes de moyen pour assurer cette fonction (le ménage peut, par choix ou par obligation, réorganiser la façon dont il parvient à assurer ses fonctions). L'analyse de la trajectoire du ménage se fonde donc sur deux types d'interrogations, liées : d'une part, parvient-il à assurer ces fonctions en dépit des chocs et risques ? D'autre part, comment fait-il, que change-t-il dans ses pratiques, et quelles en sont les implications au niveau local ? Ceci renvoie à un débat récurrent dans les approches résilience, celui de la « bonne » et de la « mauvaise » résilience : il y aurait des résiliences socialement soutenables, et d'autres qui le seraient moins, par exemple lorsque les pratiques des uns pourraient nuire à d'autres. L'approche en termes de fonction nous permet d'éviter, au moins en partie, le piège d'un propos trop normatif, voire injonctif (ce qu'il serait « bien » ou « mal » de faire), comme on le retrouve souvent dans les études humanitaires, notamment celles fondées sur la *Household Economy Analysis* (Boudreau & al. 2008).

Deux principaux résultats doivent émerger à cette échelle : La reconstitution des principales trajectoires d'exploitations et une approche des capacités des ménages à affronter différents types de chocs. Nous identifions alors trois idéaux-types de gestion de l'adversité : les ménages qui parviennent à anticiper les chocs (Anticipation), ceux qui parviennent à réagir face aux chocs (Réaction) et enfin ceux qui ne peuvent que les subir (Survie). Ces trois idéaux-types peuvent structurer l'analyse des pratiques, des motivations, permettre d'associer variables technico-économiques et variables de nature plus socio-anthropologiques (tels le rapport au futur, le sentiment d'avoir prise sur son destin, etc.).

Le fonctionnement et la résilience des systèmes : quelle formalisation ?

Les choix à effectuer pour mener une analyse multidimensionnelle sont toujours délicats, et discutables : choix des indicateurs, des modalités de ces indicateurs, des méthodes d'agrégation et de présentation graphique, etc. Cette dernière sous-section présente les principales réflexions en cours, elles ne concernent donc que les systèmes villageois.

Une analyse en termes de fonctions n'est pas dénuée de risques. Nous voyons deux écueils principaux à éviter, qui sont d'ailleurs des écueils récurrents dans les analyses de la résilience :

d'une part ne pas réussir à penser la transformation des systèmes, et accréditer l'idée que le « bon » système est le système qui ne change pas ; d'autre part fonder notre analyse sur des jugements de valeur, d'attribuer des « bons » et des « mauvais points » aux communautés, et glisser vers le registre de l'injonction (pour être résilients, il faut faire ci, être comme ça). Nous ne parviendrons sans doute jamais à éviter totalement ces écueils, mais nos choix d'indicateurs reflètent ces préoccupations : nous associons, selon les cas, nos observations et les perceptions des populations, nous faisons clairement la distinction entre les indicateurs d'état et les moyens de les atteindre, en ne postulant pas *a priori* de moyens meilleurs que d'autres, nous tentons d'établir les modalités les plus claires possibles, afin d'éviter les ambiguïtés dans l'exploitation des données produites. Car il est une autre contrainte à intégrer dans le choix des indicateurs, celle du réalisme : il faut pouvoir assez aisément les renseigner sur nos terrains, et nous avons à trouver un juste compromis entre richesse de l'information produite et faisabilité sur une période assez courte au village. Ci-dessous, nous présentons quelques réflexions pour chaque fonction, la liste exhaustive des indicateurs retenus est reportée en annexes 1, 2, et 3.

La fonction productive : étudier les évolutions perçues. Bien qu'au travers de ces indicateurs, nous cherchons à renseigner la situation du village à un moment *t*, nous n'avons pas d'autres choix, pour la fonction productive, que de nous intéresser aux perceptions des villageois quant à l'évolution des différentes ressources naturelles. En effet, il aurait fallu déterminer au préalable des valeurs de référence pour comparer le niveau des indicateurs à une « norme », première étape qui s'avère déjà problématique en RCA. Par ailleurs, toujours pour des raisons de réalisme, la mesure exacte d'un rendement agricole, par exemple, est dans ces campagnes difficile à obtenir, ou nécessiterait de déployer beaucoup de temps et d'énergie (ce qui va à l'encontre de notre objectif de répliquabilité), sans toutefois apporter des résultats fiables. C'est pourquoi nous préférons approcher la fonction productive via des indicateurs reflétant la perception des villageois sur les dynamiques à l'œuvre, reflétant donc les pratiques et enjeux locaux.

La fonction d'intégration : penser un système ouvert. Là encore nous partons des aspirations généralement exprimées par les populations, qui souhaitent une meilleure intégration à l'économie, la société, le territoire. Cette intégration peut être caractérisée par des indicateurs d'opportunités économiques, de diversité alimentaire, et d'accès aux services et infrastructures.

La fonction de régulation : éviter les jugements de valeur. Le choix des indicateurs est plus délicat encore concernant les questions de régulation et de cohésion sociale, qui conduisent souvent à des postures injonctives. Notre position est donc, non pas de dire qu'il ne faut pas de dynamiques excluantes parce qu'elles seraient condamnables en soi, mais que ces dynamiques sont porteuses de non soutenabilité sociale (privation de capacités de choix de certains villageois), et qu'elles risquent de conduire à la disparition du village en tant que système (changement d'échelle). Il en est de même pour la confiance envers le chef, les inégalités dans l'accès aux ressources, etc.

Une fois ces indicateurs renseignés, il nous faut les représenter. Plusieurs outils peuvent être mobilisés, mais il nous semble que le diagramme de Kiviati constitue un outil commode pour rendre compte des résultats obtenus : représentation des différents indicateurs de chaque fonction, comparaisons dans le temps ou dans l'espace en superposant les situations sur un

même graphique. Si ensuite nous souhaitons évaluer la fonction dans sa globalité, nous avons à agréger les différents indicateurs qui la caractérisent, pour aboutir à un score. Nous sommes alors confrontés aux débats usuels en termes de substituabilité, de complémentarité, et d'irréversibilité, mais à ce stade nous n'avons pas de réponse tranchée, nous ne voulons pas introduire *d'a priori* sur les interactions entre les indicateurs, et nous optons un système d'agrégation simple. De ce fait, derrière un même score pour une fonction donnée, peuvent se cacher des situations très différentes. Il convient donc de toujours nuancer ces résultats par l'analyse des indicateurs et les différentes variables explicatives. Ce sont les analyses croisées entre les différents sites qui permettront éventuellement d'apporter des éléments de réponse à cette interrogation sur les interactions entre indicateurs. Enfin, nous pouvons aussi envisager une agrégation des trois fonctions, pour avoir une vision globale de la situation du village, pouvoir en suivre l'évolution dans le temps, selon les grandes périodes de l'histoire du village. Ce n'est que si, en dépit des chocs subis, le « système village » maintient ou restaure son fonctionnement que l'on pourra alors parler de processus de résilience. A titre d'illustration, l'annexe 4 fournit quelques supports graphiques extraits de l'analyse menée sur l'un des sites de l'observatoire. L'idée de passer par des scores (scores par fonction, score global), on le voit a un gros avantage, celui de rendre « lisibles » les résultats obtenus, ce qui est usuellement recherché dans le monde humanitaire. Mais elle souffre des limites, difficilement surmontables, de toute démarche de ce type (simplification marquée d'une complexité locale, caractère « arbitraire » de la notation, difficulté d'interprétation, fétichisme du chiffre, etc.).

3. La mise en œuvre de l'observatoire : modalités et premiers enseignements

Il est trop tôt pour dresser un bilan complet de ce cadre d'analyse, de ses apports ou limites. Au moment où sont écrites ces lignes, une première phase d'enquête a été menée sur 9 sites, une seconde phase est en cours. Cette troisième section en présente la séquence méthodologique, ainsi que le déploiement sur les terrains centrafricains.

Le déploiement de l'observatoire

Déployer un dispositif d'observatoires dans des zones en situations de post-conflit et généralement méconnues s'avère complexe. Mais cela s'avère être le meilleur compromis possible entre le besoin d'informations fiables, le peu de temps qu'il est possible de passer sur chaque terrain, et notre volonté de proposer une démarche dont pourrait s'emparer des acteurs non issus du monde la recherche.

Notre système de production de données combine plusieurs outils, tant qualitatifs que quantitatifs, mobilisés en trois temps, selon la séquence suivante :

- Temps 1 : Approche systémique du village (5 à 7 jours de travail)
- Temps 2 : Approche quantitative et qualitative des ménages (5 à 7 jours)
- Temps 3 et suivants : Actualisations des données et suivi des trajectoires (2 à 3 jours)

Au temps 1, nous proposons une analyse à l'échelle du finage villageoise, via les trois fonctions qui permettent de le caractériser. Pour rappel, le finage villageois est le territoire perçu comme leur par les habitants, il est donc défini par leurs pratiques. Il regroupe la zone d'habitation et les zones exploitées, c'est à dire les zones cultivées mais aussi les zones de cueillette et les

zones de chasse. A cette échelle, nous mobilisons les outils du diagnostic agraire (entretiens semi-directifs, réunions de groupe, observations, etc.), afin de produire une monographie qui caractérise l'état du finage, qui retrace son évolution dans le temps en suite aux perturbations, qui permet de mettre en évidence les principales trajectoires d'exploitations. Mais nous allons aussi au-delà des résultats usuels du diagnostic agraire, en caractérisant les trois grands types de ménages (en termes de lutte contre l'adversité), mais aussi en nous penchant sur les modalités locales de l'action collective.

Ce premier passage doit nous amener à poser quelques hypothèses sur les leviers et les freins de la résilience locale, quelques pistes d'action d'appui, quelques points d'attention à approfondir, autant d'éléments qui pourront être abordés au temps 2. Il nous semble donc important de ne pas vouloir mener les deux phases (village et ménage) en même temps, de manière à nous laisser le temps de l'analyse, pour ne pas passer à côté d'éléments essentiels. Durant ce second temps, nous changeons donc d'échelle pour nous intéresser exclusivement aux ménages. Sur la base de la typologie qui a émergé en suite au diagnostic villageois, nous approfondissons la connaissance des ménages et de leurs pratiques et cherchons à expliquer l'état du ménage (i.e. de ses fonctions). Les informations produites sont de différentes natures, technico-économiques comme socio-anthropologiques. Après le deuxième passage, nous devons être capables produire les données suivantes : profil des ménages enquêtés ; systèmes d'activité ; trajectoires du ménage ; chocs et stress (natures, réponses, supports, perceptions) ; relation des ménages au village ; projection dans l'avenir.

Redisons que le défi d'un tel dispositif d'observatoires n'est pas qu'analytique, il est aussi très opérationnel. L'accès au terrain, dans les campagnes centrafricaines, est malaisé du fait d'abord de l'enclavement de nombreuses régions. Cet enclavement se traduit par une inaccessibilité durant la saison des pluies (voire toute l'année), par un allongement des temps de trajets, et donc des coûts majorés pour les équipes de recherche. L'accès est aussi rendu compliqué par le contexte sécuritaire, qui demeure encore très incertain dans de nombreuses régions, au long de nombreux axes routiers. Cela introduit d'ores et déjà un biais dans la sélection des sites de l'observatoire, puisque cette sélection est très liée aux contraintes d'accès et aux impératifs sécuritaires. Nous avons donc tendance à sous-étudier les zones les plus enclavées, les plus insécurisées, les plus impactées par la crise politico-militaire. Ce biais ne peut être qu'assumé, car il ne peut raisonnablement pas être évité. L'autre limite assumée est que notre projet se fonde sur des partenariats avec, principalement, trois ONG internationales, Action contre la faim, ACTED, et Triangle GH. Ces partenariats sont essentiels pour permettre un accès sécurisé au terrain, pour le logement des équipes, etc. Cela crée deux biais, celui d'être identifié à un humanitaire, avec les attentes que cela peut induire, et celui d'une répartition non optimale sur le territoire, puisque nous nous rendons là où nos partenaires développent leurs activités. Ces biais doivent être acceptés, car un travail de recherche autonome est absolument inenvisageable dans le contexte centrafricain. Néanmoins, les sites ont été sélectionnés afin de constituer un panel révélant la diversité des moyens d'existence des populations en République Centrafricaine. La carte ci-dessous (figure 1) permet de localiser les différents sites actuels de l'Observatoire. Initialement, un partenariat avec une quatrième ONG, Danish Refugee Council (DRC) avait été engagé pour la mise en œuvre de deux sites, un en Ouham (Paoua), et une autre en Ouham-Pendé (Batangafo) permettant d'aborder les aspects spécifiques des zones cotonnières ainsi que les dynamiques particulières du Nord-Ouest, réservoir des rebellions depuis 2003. Il n'a cependant pas été

possible de finaliser le partenariat, en raison de la non-disponibilité des équipes de l'ONG. Le tableau 1 ci-dessous rend compte des principales caractéristiques des sites initiés, ainsi que des modalités de déploiement de la première phase.

Figure 1 : Localisation des sites sur le territoire centrafricain

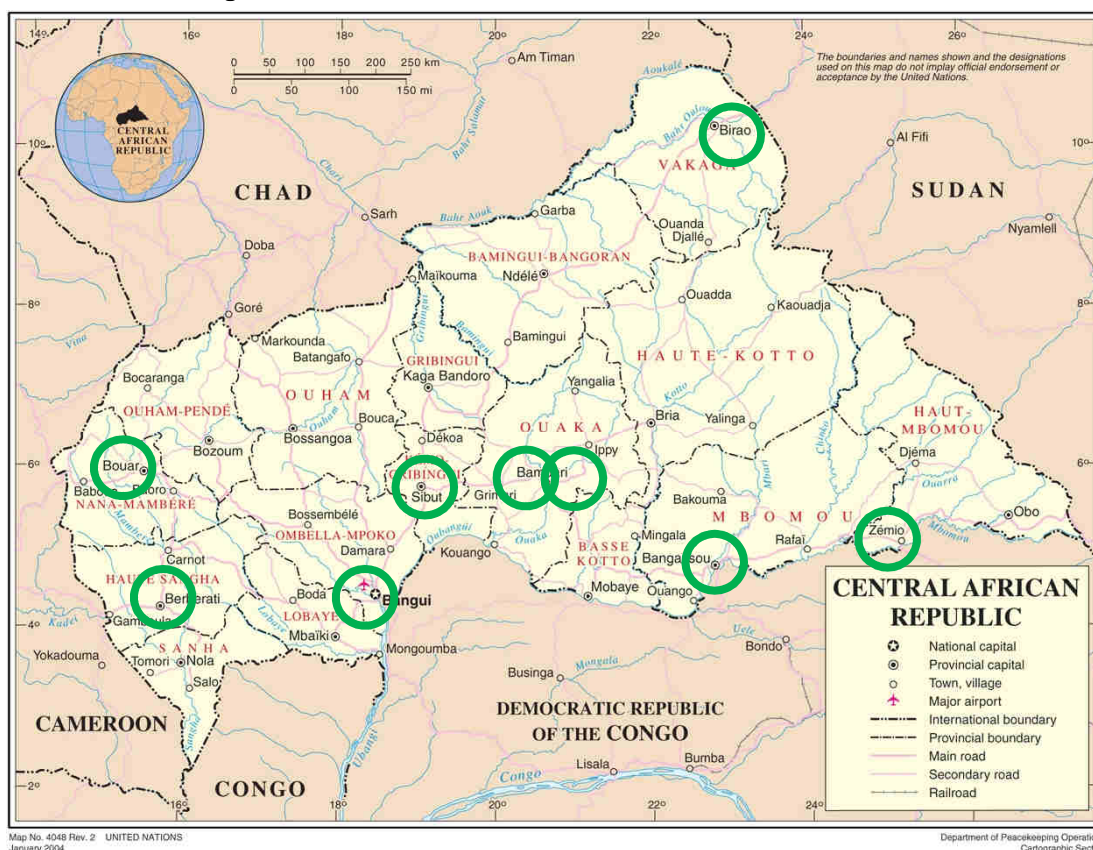


Tableau 1 : Récapitulatif des principales caractéristiques des sites sélectionnés

Site (sous-préf.)	ONG	Phase 1	Climat et type de végétation	Principaux moyens d'existence
1. Koto Bourou II (Sibut)	ACF	Juillet 2016	Climat soudano-oubanguien et végétation de savane boisée (Lophira alata)	Systèmes d'activités organisés autour des cultures de manioc, maïs, arachide et sésame, avec des activités de pêche et de chasse. Présence d'arbres fruitiers.
2. Maloum (Bambari)	TGH	Juillet 2016	Climat soudano-oubanguien et végétation de savane boisée (Lophira alata)	Systèmes d'activités variés : agriculture vivrière, élevage bovin, commerce. Présence de déplacés ayant plus ou moins repris une activité.
3. Biroh (Zémio)	Acted	Juillet 2016	Climat soudano-oubanguien et végétation de savane boisée (Terminalia glaucescens)	Systèmes d'activités principalement agricoles, organisés autour des cultures de manioc, maïs, riz et arachide. Présence d'éleveurs en périphérie du finage.
4. Ngamana (Bangassou)	Acted	Août 2016	Climat oubanguien et végétation de forêt ombrophile (Daniella oliveri) ; présence de bas-fonds	Systèmes d'activités organisés principalement autour du café avant la crise, systèmes d'activités actuels organisés autour des cultures de manioc, du riz, du maïs et de l'arachide. Présence d'activités maraichères.

5. Nounkowana (Bouar)	ACF	Août 2016	Climat soudano-oubanguien et végétation de savane arborée ; présence de bas-fonds	Village anciennement cotonnier, systèmes d'activités organisés actuellement autour des cultures vivrières telles que le manioc, le maïs et l'arachide mais aussi des cultures maraichères. L'exploitation de fagots est également développée.
6. Bangui-Banda (Bambari)	TGH	Août 2016	Climat soudano-oubanguien et végétation de savane boisée (Lophira alata)	Campement d'éleveurs multi-ethniques avec des modes de gestion de la mobilité diverses (transhumants internes et semi-sédentaires) et des activités autres que pastorales pour certains (agriculture, commerce).
7. Gbaloko II (Bangui)	Multi-ONG	Septembre 2016	Climat oubanguien et végétation de savane boisée (Lophira alata)	Village périurbain, très connecté à Bangui et à ses marchés (PK16). Enjeux fonciers importants entre les activités vivrières et les parcelles dédiées aux habitations, présence d'activités maraichères.
8. Terfel (Biraou)	TGH	Décembre 2016	Climat sahélo-soudanien et végétation de pseudo steppe à buissons d'Acacia	Campement d'éleveurs « arabes », réalisant des transhumances entre le Soudan et la RCA, avec un terroir d'attache situé aux environs de Rihedel-Birdi (Soudan), où ces éleveurs s'impliquent dans les activités agricoles (mil/sorgho, sésame, arachide et haricot).
9. Nassolé, (Berbérati)	SCAC et CRF	Janvier 2017	Climat oubanguien et végétation de savane boisée (Lophira alata)	Village à proximité de chantiers diamantifères, zone anciennement tabacole, systèmes d'activités organisés actuellement autour des activités agricoles (vivrières : manioc, maïs et arachide ; maraichères) et des activités minières.

Sources : D'après l'Atlas réactualisé de la RCA (2007), et les résultats des monographies de terrain.

Au terme de la phase 1, nous insistons à la fois sur la diversité des situations rencontrées, mais aussi sur certaines similarités qui semblent constituer des tendances transversales. En renseignant les fonctions villageoises et en initiant une comparaison entre les différents sites, nous mettons en évidence trois aspects fondamentaux : tout d'abord, les effets de la crise ne sont pas homogènes sur toute l'étendue du territoire, c'est pourquoi nous parlons d'insécurité plurielles. Face à ces insécurité, il est ensuite nécessaire d'identifier les enjeux locaux, i.e. les facteurs clés du relèvement, sur chaque site. Enfin, l'analyse croisée de ces deux dimensions nous permet une première lecture des fonctions villageoises.

La dynamique des insécurité

Il convient de parler non pas de l'insécurité dont sont victimes les populations rurales, mais des insécurité, car, bien qu'il s'agisse d'une même crise, les manifestations en sont diverses selon les sites. En effet, la nature, l'intensité, la durée des chocs et des risques diffèrent. Par exemple, sur certains sites tels que Nounkowana ou Koto-Bourou II, les ménages doivent se relever après une décapitalisation presque totale due aux pillages de la Séléka. Frappés directement par la crise, ces sites représentent les cas de figure les plus visibles des séquelles engendrées par les affrontements armés. A Bangui-Banda ou Maloum, où les Séléka se sont installés en tant qu'administrateurs parallèles, rares ont été les pillages systématiques. Cependant, les rackets

institutionnalisés asphyxient progressivement les moyens d'existence d'une partie de la population. A Ngamana, la principale contrainte pour mener à bien les activités est le ralentissement brutal qu'a connu l'économie locale, faisant chuter les opportunités de débouchés et provoquant une dégradation des termes de l'échange. Mais certains sites, comme Biroh ou Terfel, n'ont pas été touchés par les groupes armés Sélékas ou Anti-Balakas. Ils doivent quant à eux faire face aux attaques de la Lord Résistance Army (LRA) pour le premier et à une raréfaction des ressources pour le second, engendrant tout autant des situations de grande précarité pour certains ménages. Le tableau 2 récapitule les différents chocs ayant affecté - et affectant toujours dans certains cas - les populations des sites de l'Observatoire.

Tableau 2 : Principaux chocs et évolutions récentes de la situation des différents sites

Site	Principaux chocs et évolutions récentes
1. Koto Bourou II (Sibut)	Très fortes décapitalisations en 2013. Dynamiques de relèvement en cours, mais les populations sont confrontées en même temps à un ralentissement de l'économie locale, car les commerçants ont déserté cet axe de circulation.
2. Maloum (Bambari)	Village chef-lieu d'une commune d'élevage, au cœur d'un racket institutionnalisé (autorités locales et groupes issus de l'ex-Séléka qui ponctionnent les éleveurs). Les activités agricoles sont confrontées aux dégâts provoqués par le bétail.
3. Biroh (Zémio)	Touchée par les attaques de la LRA il y a quelques années, une partie de la population s'est installée plus ou moins définitivement à Zémio. Les villageois ne veulent pas cultiver à plus de 5 km de la zone d'habitation, créant une pression foncière importante.
4. Ngamana (Bangassou)	Anciennement occupé par les activités caféicoles, ce village doit faire face au démantèlement de cette filière en même temps qu'au ralentissement de l'économie locale (perte de revenus pour une partie de la population de Bangassou, et donc perte de débouchées pour les produits agricoles).
5. Nounkowane (Bouar)	Très fortes décapitalisations fin 2013 (incendies des maisons et des champs), la population a déserté le village pendant plusieurs mois. Dynamiques de reprise des activités en cours. Au moment de la phase 1, le village est menacé par la présence du groupe 3R.
6. Bangui-Banda (Bambari)	Campement d'éleveurs en proie à l'hostilité des agriculteurs (ce qui pose problème pour l'approvisionnement en vivres), mais aussi victimes des rackets des ex-Séléka. Les éleveurs doivent de plus faire face à l'absence de maîtrise de la filière bovine actuellement, empêchant une bonne valorisation à la vente de leur bétail.
7. Gbaloko II (Bangui)	Village en périphérie de Bangui, ayant subi des décapitalisations lors du passage de la Séléka. La concurrence pour l'accès au foncier (terres cultivables/terres constructibles) est également un frein important aux activités de certains ménages.
8. Terfel (Biraou)	Campement d'éleveurs en proie à l'hostilité des populations d'agriculteurs (ce qui pose problème pour l'approvisionnement en vivres) mais qui doivent également faire face à la raréfaction des ressources accessibles du fait de la concurrence avec les chameliers, et aux pathologies touchant le cheptel, du fait de la concentration des éleveurs.
9. Nassolé, (Berbérati)	Touché par les Sélékas en 2013 mais plutôt épargné par la suite (pas de dénonciation d'exactions Anti-Balaka). Village accueillant des déplacés, pouvant entraîner une pression supplémentaire sur les ressources telles que la pêche. Village également confronté à la problématique du retour des éleveurs (méfiance, rejet des éleveurs).

L'adversité prend donc différentes formes selon les sites, et il convient de bien les identifier, comme préalable à toute analyse de la résilience. Il semble pertinent de considérer trois types

de chocs, affectant l'ensemble des ménages d'un système social considéré¹ : les chocs brutaux tout d'abord, les « désastres » dans la littérature humanitaire (inondations, sécheresse, pillage, séisme, etc.) ; les chocs prolongés ensuite, l'ensemble des crises auxquelles peuvent être confrontés les ménages (crise économique, sociale, politico-militaire, alimentaire, écologique, climatique) ; les chocs diffus enfin, liés aux structures sociales, économiques et politiques (corruption, insécurités, instabilités et iniquités des marchés, défaillances du système sanitaire, etc.) ; ils constituent une succession/juxtaposition d'événements qui, rendant le quotidien plus âpre, érodent les capacités physiques (pertes matérielles) mais aussi de cohésion sociale (perte de confiance, etc.). Le tableau 3 met en évidence la typologie des chocs auxquels doivent faire face les populations des différents villages et campement, typologie qui permet de catégoriser les sites auxquels nous nous intéressons.

L'effet cumulatif des chocs n'est pas à négliger ici. En effet, on voit que les habitants de Biroh doivent faire face à la fois à l'insécurité provoqué par la LRA, mais aussi et surtout au ralentissement de l'économie de la zone et à des difficultés d'accès des services de base. Ainsi, non seulement le village peut être touché par des pillages ponctuels², mais le manque d'opportunités peut aussi s'avérer un frein au relèvement de la population suite à ce choc.

Tableau 3 : Typologie des chocs que doivent affronter les sites de l'observatoire

Chocs brutaux	Chocs prolongés	Chocs diffus
<ul style="list-style-type: none"> Pillage (Nounkowane ; Koto Bourou II ; Nassolé) 	<ul style="list-style-type: none"> Rackets, « Effort de guerre » (Maloum ; Bangui-Banda) Ralentissement de l'économie de la zone (Ngamana ; Biroh) Raréfaction des ressources accessibles (Terfel) 	<ul style="list-style-type: none"> Insécurité (Nounkowane ; Biroh) Inaccessibilité des services de base (Terfel ; Biroh) Perte de confiance entre les communautés (Terfel ; Bangui-Banda ; Nassolé)

Face aux différentes formes prises par l'adversité sur chacun des sites considérés, et en fonction des opportunités permises par le contexte local, ce sont donc différents leviers de relèvement que l'on peut voir émerger.

L'importance des enjeux locaux

Un objectif majeur du projet consiste en la mise en évidence des facteurs clés du relèvement, des facteurs qui vont permettre à la population de se rétablir face à l'adversité vécue. Ce sont ces facteurs que nous appelons les « enjeux locaux ». L'accès à la terre, la disponibilité de la force de travail, les moyens de générer rapidement des revenus pour couvrir les besoins immédiats constituent des enjeux largement observés. Mais par exemple, de façon plus spécifique, l'enjeu local d'accès au foncier recouvre différentes variantes selon les sites. A Ngamana, les terres forestières représentent un attrait particulier pour les ménages, d'une part parce qu'elles sont perçues comme plus fertiles, au regard des systèmes de culture mis en place dans le finage villageois, mais aussi - et surtout - parce que ces parcelles permettent à la fois la culture de riz - pour dégager des liquidités - et la culture de manioc - pour assurer un certain

¹ A l'échelle des ménages, ce seront d'autres chocs, idiosyncratiques cette fois, que nous devons prendre en compte dans les analyses (phase 2), tels que les incendies de maison, la destruction de champs par le bétail, les cas de maladie qui affectent certains ménages plus que d'autres.

² Globalement, un même village est touché une fois tous les 3 ans environ.

niveau d'autoconsommation. En revanche, à Gbaloko II, ce sont les terres de bas-fonds qui sont prisées, pour développer des activités de maraîchage, intérêt multiplié par le fait que, dans cette zone péri-urbaine, ces parcelles ne suscitent pas l'intérêt des urbains voulant faire construire une habitation, contrairement aux terres exploitées pour le vivrier. La concurrence pour l'accès à ces terres semble donc moins forte. A Biroh, c'est la proximité entre la parcelle cultivable et le village qui cristallise les enjeux locaux, personne ne souhaitant s'éloigner pour travailler, sous peine de s'exposer aux attaques de la LRA. Enfin, à Maloum, les terres dont les ménages agricoles recherchent l'accès sont les terres qui sont épargnées par les dégâts des bovins sur les cultures, à savoir les terres à proximité des autorités locales, bien moins soumises à la divagation du bétail, sous peine de représailles. Au-delà de ces cas particuliers, des tendances se dessinent entre les enjeux locaux et les chocs subis à l'échelle du village. En effet, en croisant les types de chocs (brutaux, prolongés diffus) et les facteurs de relèvement identifiés, trois points saillants semblent émerger.

Premièrement, face aux chocs diffus que sont les problèmes d'insécurité et le manque d'accès aux services de base, ce sont les comportements de fuite qui dominent. C'est par exemple le cas des habitants de Biroh, qui, lorsqu'ils le peuvent, partent pour s'installer à Zémio. Toutefois, le départ n'est possible que lorsque les personnes ont les capacités de s'intégrer dans leur milieu d'accueil, ce qui passe généralement par des savoir-faire non-agricoles, permettant de développer de nouveaux moyens d'existence une fois sur place. Ce comportement est également observable à Nounkowana, dont certains habitants, ayant fui une première fois en dehors du territoire centrafricain du fait du passage de la Séléka, préfèrent rester au Cameroun pour relancer leurs activités. C'est aussi le cas des éleveurs du campement Bangui-Banda, qui augmentent leur mobilité pour tenter de limiter la pression des rackets. Pour ceux qui ne peuvent pas partir, le repli sur la culture du manioc devient alors la principale pratique développée, et l'on retrouve, sans surprise, l'importance de ce tubercule comme production contre-aléatoire, déjà historiquement connue comme culture de crise. On relève aussi le renoncement à certains investissements. Ainsi, à Nounkowana, certains choix d'investissement en bétail ou autres biens très sensibles aux pillages ont été remis en question par la menace persistante d'un groupe armé, le groupe 3R. Ainsi, face aux chocs diffus, peu de leviers de relèvement à l'échelle du village ont pu être observés. Et la culture du manioc, même si elle représente un bon soutien aux activités, ne pourra pas être considérée comme satisfaisante sur le long terme, du fait des problèmes de nutrition que sa monophagie entraîne, notamment chez les enfants. Cette faiblesse des solutions locales peut légitimer une intervention extérieure, humanitaire mais aussi et surtout étatique, pour réduire ces chocs diffus.

Deuxièmement, face aux chocs prolongés (racket, ralentissement de l'économie, raréfaction des ressources), nous relevons l'importance du développement de liens sociaux, sur l'ensemble des sites. A Maloum comme à Bangui-Banda, les populations - principalement les éleveurs - développent des alliances stratégiques, fondées sur les affinités ethniques, pour limiter la pression du racket, et donc la décapitalisation de leur cheptel. A Ngamana, les liens sociaux sont entretenus au travers de travaux réalisés gratuitement, notamment dans le but d'accéder à un moyen de transport (la personne devient prioritaire pour obtenir le vélo en location auprès de son propriétaire) et ainsi pouvoir aller à la rencontre d'éventuels clients, permettant ainsi de valoriser ses productions. A Gbaloko II, maintenir de bonnes relations avec des personnes de Bangui s'avère nécessaires pour accéder à des débouchés. La contrepartie de la part des habitants de Gbaloko II pourrait être l'accès aux terres du finage, convoitées par les urbains,

mais à ce stade il ne s'agit que d'une hypothèse. Ainsi, face à des chocs prolongés, le développement d'un jeu de liens sociaux et d'alliances semble s'avérer stratégique pour permettre à certaines personnes d'atténuer les conséquences de ces chocs.

Troisièmement, les chocs brutaux rendent prégnant l'arbitrage des populations entre couverture des besoins immédiats et besoins, à plus long terme, de relancer leurs activités (notamment agricoles) pour stabiliser leurs moyens d'existence. Face à une brusque décapitalisation, les moyens mobilisés par les habitants sont divers, et semblent beaucoup plus dépendants des contextes que pour les autres types de chocs, mais ils sont toujours révélateurs de ces deux temps (1. Couvrir les besoins immédiats, et 2. Stabiliser les moyens d'existence). Dans le village de Koto Bourou II, l'un des enjeux de la population est d'accéder à des compétences spécifiques, telles que la chasse ou le savoir-faire artisanal, pour développer une activité non-agricole, permettant des revenus plus rapides. C'est dans le même esprit que, à Nounkowane, l'activité de fagots s'est propagée, pour satisfaire la demande à Bouar. Pour d'autres ménages, notamment ceux ayant une relance agricole effective, l'enjeu principal se révèle être la captation de la force de travail. L'intérêt est pour eux de stabiliser la production de manioc (quoi qu'il advienne le champ de manioc sera grand), ce qui permet par ailleurs de se prémunir des aléas du quotidien (les tubercules peuvent servir à faire face aux dépenses imprévues, et permettent d'assurer une partie de l'alimentation du ménage même si celui-ci doit contracter ses dépenses). A Ngaloko II, ce sont les produits de collecte, tels que les noix de palme, qui assurent des revenus immédiats, mais l'accès à des terres maraichères s'avère dans un deuxième temps nécessaire pour obtenir une source de revenus moins aléatoires. Pour tous ces ménages, restaurer des moyens d'existence permet d'accroître sa marge de manœuvre dans la gestion quotidienne des aléas, et ainsi de se dégager progressivement des contraintes dues aux besoins immédiats.

Des fonctions villageoises diversement affectées

Ce qui différencie les sites en termes d'enjeux, c'est la présence d'opportunités locales (potentialités des ressources naturelles, santé de l'économie locale, cohésion de la communauté), aspects que nous mettons en évidence au travers des fonctions villageoises. D'après nos premières analyses, certaines fonctions sont plus impactées que d'autres, selon le type de choc survenu.

Les paradoxes de l'intégration : Les villages touchés par le choc brutal du pillage sont généralement des villages plutôt bien intégrés au territoire. En effet, c'est la présence d'un axe de circulation important qui a pu faciliter la présence des pillards, notamment lors de la descente des membres de la Séléka vers Bangui ou au contraire lors de leur fuite vers le Nord, tandis que les groupes armés de l'Ex-Séléka se maintiennent en tant qu'administration parallèle dans des zones plus isolées, provoquant alors des chocs prolongés de type racket. Par ailleurs, la crise peut améliorer l'intégration d'un village affecté par les pillages, du fait du rush humanitaire induit, et de l'accès aux services de base qu'il permet. C'est là un des paradoxes majeurs de la guerre civile centrafricaine, que d'améliorer la fonction d'intégration au territoire des villages les mieux connectés. Par exemple, Nounkowane, site qui se situe à moins de 20 km de Bouar et qui disposait d'un accès relativement satisfaisant aux services de base, a bénéficié, suite aux pillages, d'un aménagement des points d'eau, ainsi que de la réhabilitation d'une école (située dans un village voisin) abandonnée depuis plus de 10 ans. A l'inverse, les chocs

prolongés, moins médiatisés, ont encore augmenté la marginalité des zones les plus enclavées. Le cas de Biroh, à l'Est du pays, illustre tout particulièrement ce constat. Depuis longtemps, cette zone est abandonnée par l'Etat, sans accès aux services de base. La présence diffuse de la LRA a augmenté encore plus la marginalisation de cette zone, avec la disparition du marché hebdomadaire. La seule solution perçue étant la fuite et l'installation définitive à Zémio par exemple, on observe donc un exode progressif de ceux qui ont les capacités de s'intégrer ailleurs et d'y trouver des moyens d'existence. A terme, nous pouvons faire l'hypothèse que ce village disparaîtra si la situation ne connaît pas d'amélioration. Ainsi la fonction d'intégration peut-elle être améliorée du fait de la crise récente, dans les zones touchées directement par les exactions des Sélékas, tandis que les sites soumis à des chocs prolongés se retrouvent d'autant plus marginalisés.

Des agroécosystèmes affectés par les crises prolongées : En entraînant la décapitalisation de la population et leur fuite en brousse, le choc brutal du pillage n'affecte pas la fonction productive à court terme. A l'inverse, les chocs prolongés, tels les rackets et le ralentissement de l'économie, semblent avoir une incidence plus importante. Par exemple, à Ngamana, village situé le long d'un axe de circulation plutôt important dans le Mbomou mais éloigné de la capitale, avec un enclavement renforcé par le ralentissement de l'économie locale du fait des taxes et autres prélèvements abusifs, nous observons le repli des populations sur les activités agricoles (puisque il y a eu perte de débouchés pour les autres activités). Ce repli entraîne une augmentation de la pression foncière qui, en conduisant les ménages à réduire le temps de jachère, provoque une baisse de fertilité des sols. De même, à Gbaloko II, les populations doivent faire face à un problème de pression foncière spécifique à la zone périurbaine, du fait de la baisse des revenus des habitants de la capitale. Ces derniers veulent alors développer des activités agricoles pour contourner les hausses des prix des denrées dans Bangui. Ils veulent également investir dans l'immobilier pour sécuriser d'une certaine manière une partie de leurs avoirs. Ils entrent ainsi en concurrence avec les habitants des villages périurbains, aidés en cela par le cadastrage de 2004, qui a facilité les spoliations de certains ménages au profil des élites locales et des Banguissois. L'urbanisation rapide du village provoque donc une dégradation des agroécosystèmes. De manière plus générale, les chocs prolongés semblent induire un épuisement des recours usuels (diversification, entraide, etc.), et la surexploitation des écosystèmes constitue une forme d'ultime recours. Le cas de Biroh constitue un autre exemple de la dégradation de la fonction productive. Dans ce village de l'Est, les insécurités perçues conduisent la population à regrouper les activités sur les terres situées à moins de 5km du village. Se faisant, la pression foncière entraîne la réduction du temps de jachère et une baisse de la fertilité des terres.

Une régulation sociale souvent mise à mal : Les sites affectés par des chocs brutaux - pillages - présentent une fonction de régulation altérée. Généralement, en suite à une période de fuite en brousse, des recompositions sociales et politiques s'opèrent au sein du village. Le besoin d'assurer sa subsistance et de retrouver des moyens d'existence pour mener une vie digne semble provoquer une concurrence accrue autour des enjeux locaux. Des conflits peuvent alors émerger, sous différentes formes, et de nouvelles pratiques voient le jour, entraînant une domination de certains ménages sur d'autres. A Koto Bourou II, de nouvelles violences sorcellaires ont eu lieu dans le village depuis la crise, après une période d'accalmie. A Gbaloko II, ce sont les modalités de répartition de la ressource foncière qui sont en cause, avec d'une part des causes structurelles qui datent du cadastrage de 2004, et d'autre part des rapports de

force qui se sont amplifiés après le choc de la crise. Là encore, une poussée des violences sorcellaires a été constatée.

Sur de nombreux sites, en suite à la crise sécuritaire, les principes régissant les dynamiques collectives ont aussi été assouplis, avec des effets différents d'un site à l'autre. Ainsi, à Nounkowane (choc du pillage), la possibilité d'acheter son « tour » à un membre (lorsque les autres viennent travailler sur son champ) permettent aux ménages en « bonne » situation de mieux capter la force de travail disponible localement. Tandis que les ménages en difficulté, pressé par les urgences du quotidien, font face en cédant leur « tour », mais ce faisant freinent la reprise de leurs activités agricoles et donc leur relèvement. A Ngamana, en choc prolongé, les règles portant sur l'organisation du travail ont été allégées. En particulier, il est davantage permis à un membre de s'absenter lorsque les autres travaillent dans son champ, s'il a une opportunité d'emploi dans une ONG, de vente en ville, etc.). Les dynamiques collectives deviennent alors, dans ce cas précis, un moyen de faire face à certains risques, et un levier favorable aux ménages - même ceux en difficulté - pour relancer leurs activités agricoles ou leurs moyens d'existence en général. Ces différences de recomposition collective sont induites, non seulement par un jeu de négociations et d'arrangements entre les membres, mais aussi par la présence d'un contexte villageois favorable, en termes de confiance et de cohésion.

Des systèmes pastoraux très affectés

La méthodologie d'observatoire a été adaptée pour tenir compte des spécificités des systèmes pastoraux, en termes de mobilité et d'organisation sociale. Nous appelons « éleveurs » les populations qui vivent principalement de l'élevage, installées en campement, dont le mode de vie inclue une certaine mobilité (Tidjani & al. 2017). Nous excluons donc de nos réflexions, à ce stade, les commerçants-éleveurs installés en ville, et les agro-éleveurs qui vivent de l'agriculture, pour qui le bétail représente plus une forme de capitalisation qu'un moyen d'existence principal. Nous avons rencontré de tels éleveurs sur le finage villageois de Maloum, et appliqué le cadre d'analyse modifié aux campements de Bangui-Banda et de Terfel. Nos observations indiquent que le fonctionnement des campements pastoraux est davantage atteint par la crise sécuritaire que les systèmes villageois. D'une part car les éleveurs souffrent d'une dégradation marquée de la fonction productive, puisque leurs pratiques consistent habituellement à ajuster leur mobilité en fonction des ressources disponibles, mais que depuis la crise leurs déplacements sont contraints. D'autre part, car les insécurités auxquelles ils sont soumis affectent également la fonction d'intégration (principalement à Maloum et à Bangui-Banda), car ne pouvant pas se déplacer vers les marchés, les éleveurs ne peuvent pas valoriser leur bétail, et ont de moins en moins de maîtrise sur la filière bovine (nouveaux acteurs intermédiaires, prix élevé du transport en bétailière, taxes et ponctions diverses). De plus, la méfiance qu'ils inspirent généralement aux populations d'agriculteurs rend plus difficile qu'auparavant leur approvisionnement en vivrier, dégradant leurs termes de l'échange (Terfel et Bangui-banda).

La complexité des relations agriculteurs-éleveurs est révélatrice de la diversité des chocs subis et des perceptions différenciées des populations. En dépit du discours le plus répandu qui est celui d'une opposition systématique entre les deux communautés, il faut se garder d'une vision trop homogène de la relation agriculteurs-éleveurs. En effet, les interactions actuelles découlent directement de la perception que chacun a eu des événements vécus. Pour les

éleveurs, on comprend bien à quel point l'enclavement ne peut pas être réduit à sa dimension géographique, puisque même les campements pastoraux à proximité des centres importants ne sont pas en mesure ni d'accéder aux services de base (encore moins qu'auparavant), ni de maîtriser la commercialisation de leurs bêtes. Les éleveurs considérés comme centrafricains perdent progressivement le contrôle de leur mobilité (éloignement des centres du fait de l'hostilité à leur égard, concurrence avec les transhumants transfrontaliers par rapport à l'accès aux ressources, etc.). En termes de régulation et de cohésion, il est toujours délicat de mettre à jour les réalités vécues par les populations pastorales, qui refusent de dévoiler ces aspects à des personnes extérieures. Toutefois, nos observations corroborent le constat d'une réelle fragmentation du monde pastoral en RCA, avec l'installation d'une profonde méfiance entre les différents systèmes pastoraux (rejet des transhumants transfrontaliers par les éleveurs centrafricains notamment) mais aussi à l'intérieur d'un même campement. En effet, les éleveurs rencontrés témoignent, indirectement, d'une défiance grandissante entre les différentes composantes ethniques, selon les alliances passées par les uns ou les autres avec la Séléka, et la remise en cause des anciens rapports de force.

Conclusion : les étapes à venir

Malgré le maintien d'un risque sécuritaire conséquent, la phase 2 est en cours de lancement et vise, à partir des résultats du diagnostic villageois, à mener des entretiens semi-directifs avec certains ménages sur chaque site accessible. Sont rencontrés les chefs de ménages mais aussi d'autres membres, en particulier pour intégrer la problématique du genre dans l'analyse. Nous poursuivons deux objectifs principaux : proposer une typologie de la résilience des ménages, et identifier de façon claire les facteurs explicatifs des différents niveaux de résilience. Cette seconde phase est, on l'a dit impérative, pour affiner voire nuancer les résultats obtenus à l'échelle du village ou du campement, avec des questions centrales, tournant autour des impacts différenciés des chocs subis, des divergences de pratiques, des recompositions sociales, et plus généralement des interactions entre les deux échelles retenues.

Pour la suite de ce projet de recherche, nous conservons trois préoccupations majeures. Premièrement, celle de s'assurer de proposer une lecture multidisciplinaire de la résilience, pour ne pas tomber dans les défauts dénoncés en début de projet concernant les études réalisées par les acteurs humanitaires. Deuxièmement, celle de proposer une méthodologie duplicable, adaptée au contexte du conflit centrafricain et au-delà (temps limités sur le terrain, complexité d'accès à certaines zones, aléas sécuritaires, biais de la présence humanitaire, personnel peu formé à l'évaluation). Et enfin, présenter une grille d'analyse à la fois solide et flexible, à même de contribuer aux besoins programmatiques des organismes humanitaires.

Bibliographie

- Archambaud L., Laissus-Benoist P., Hostache C., Lallau B. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Cadre d'analyse et méthodologie de la première phase de terrain, Projet CPDA-RCA, Document de travail n°3, Clersé, Lille1, Septembre.
- Atlas réactualisé de la RCA, ed. du LACCEG, Université de Bangui (2007).
- Barrett CB., Constan MA. (2013), Toward a theory of resilience for international development application, PNAS USA 111(40), Washington.
- Béné C., Godfrey Wood R., Newsham A., Davies M. (2012), Resilience: New Utopia or New Tyranny? Reflection about the Potentials and Limits of the Concept of Resilience in Relation to Vulnerability Reduction Programmes, IDS Working Paper, Number 405, september, 61p.
- Boudreau T. Ed. (2008), Practitioners' Guide to Household Economy Approach, Regional Hunger and Vulnerability Programme, Save the Children & The Food Economy Group, February.
- Chambers R., Conway G.R. (1991), Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century, IDS Discussion Paper 296, December.
- Droy I., Lallau B. (2014), Qu'est-ce qu'un ménage résilient ? Concepts, méthodes, illustrations. In Châtaignier J.L. (ed.) Fragilités et résiliences : les nouvelles frontières de la mondialisation Paris : Karthala, 2014, p. 149-170.
- Dubois J-L., Droy I. (2001), L'observatoire : un instrument pour le suivi de la pauvreté, Document de travail n°59, CED, Université Montesquieu Bordeaux IV.
- Dufumier M., Lallau B. (2016), Vers quel développement agricole en République centrafricaine ? Réflexions et propositions, Projet de recherche CPDA-RCA, Document de travail n°1, Avril.
- Dumont, R. (1966), Le difficile développement agricole de la République centrafricaine. Annales de l'Institut National Agronomique tome VI. Paris ; 85 pages.
- Emery, M. and C.B. Flora. (2006), Spiraling-Up: Mapping Community Transformation with Community Capitals Framework, Community Development: Journal of the Community Development Society 37: 19-35.
- FSIN (2014), Un cadre analytique commun de mesure de la résilience. Cadre de causalité et options méthodologiques, Groupe de travail technique sur la mesure de la résilience, Food Security Information Network, Série technique No. 2, Novembre.
- Hickey S., du Toit A. (2007), Adverse incorporation, social exclusion and chronic poverty, CPRC Working Paper 81, June.
- Holling C. S. (1973), "Resilience and stability of ecological systems", Annual Review of Ecological Systems, 4, p. 1-23.
- Kalck P. (1976), Histoire centrafricaine des origines à 1966. Collection "Racines du présent". L'Harmattan. Paris.
- Lallau B., Archambaud L., Benoist-Laissus P. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Eléments de cadrage théorique et méthodologique. Projet CPDA-RCA, Document de travail n°2, Clersé, Université de Lille, Mai.
- Lallau B. (2011), La résilience, moyen et fin d'un développement durable ? Éthique et économique/Ethics and Economics, 8 (1).
- Lallau B. (2017), A la recherche du paysan résilient. Eléments de réflexion sur une notion à la mode, Cahiers d'Outre-Mer, Bordeaux, à paraître.
- Mathevet R., Bousquet F. (2014), Résilience et environnement. Penser les changements socioécologiques, Buchet-Chastel.

- Reghezza-Zitt M., Rufat S., Djament-Tran G., et al. (2012), What Resilience Is Not: Uses and Abuses, *Cybergeog: European Journal of Geography*, article 621, october.
- Sillans R. (1955), A propos de la conception classique du processus saisonnier du régime climatique subéquatorial. C.R. Acad. Sci., 240, p. 802-803.
- Tidjani I., Archambaud L., Lallau B. (2017), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Cadre analytique et méthodologique de l'approche campement, Document de travail, Projet CPDA-RCA, Working Paper N°4, Clersé, Université de Lille, janvier.
- Walker, B.H., Holling, C.S., Carpenter, S.R., Kinzig, A.P. (2004), Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems, *Ecology and Society*, 9(2).

Monographies Phase 1

- Archambaud L., Hostache C. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°1 Ngamana, Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, Août.
- Archambaud L., Hostache C. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°2 Nounkowan (Sous-Préfecture de Bouar), Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, Novembre.
- Hostache C., Tidjani I. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°3 Village Maloum (Bambari), Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, Octobre.
- Hostache C., Kalla Doma L., Kiandji F-L. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°4, Koto-Bourou (Sous-Préfecture de Sibut), Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, Novembre.
- Tidjani I. Lallau B. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°5, Campement Bangui-Banda (Bambari), Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, octobre.
- Hostache C., Kalla Doma L. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°6, Gbaloko II (Site péri-urbain – Bangui), Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, Novembre.
- Cousseau F., Djikouloum Kiandji F.L. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°7, Biroh (Sous-préfecture de Zémio), Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, Décembre.
- Tidjani I. (2016), Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Monographie N°4 Campement Terfel (Sous-préfecture de Birao), Projet CPDA-RCA, Monographies, Clersé, Université de Lille, Décembre.

Annexe 1 : Détail des indicateurs et des modalités retenus pour la fonction productive

<p>1. Evolution des rendements agricoles</p> <ul style="list-style-type: none">1= Baisse de rendement sans baisse du temps de jachère2= Baisse de rendement à cause de la baisse du temps de jachère3= Rendement stable4= Augmentation de rendement en raison de l'augmentation du temps de jachère5= Augmentation de rendement sans augmentation du temps de jachère
<p>2. Evolution des surfaces exploitables</p> <ul style="list-style-type: none">1= Baisse de la surface exploitable sans baisse de la surface du finage2= Baisse de la surface exploitable du fait de la baisse de la surface du finage3= Surface exploitable stable4= Augmentation de la surface exploitable car augmentation de la surface du finage5= Augmentation de la surface exploitable sans augmentation de la surface du finage
<p>3. Evolution des prises de chasse</p> <ul style="list-style-type: none">1= Baisse des prises de chasse sans augmentation de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes)2= Baisse des prises du fait de l'augmentation de l'activité3= Prises de chasse stables4= Augmentation des prises de chasse car baisse de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes)5= Augmentation des prises sans baisse de l'activité
<p>4. Evolution des prises de pêche</p> <ul style="list-style-type: none">1= Baisse des prises de pêche sans augmentation de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes)2= Baisse des prises du fait de l'augmentation de l'activité3= Prises de pêche stables4= Augmentation des prises de pêche car baisse de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes)5= Augmentation des prises sans baisse de l'activité
<p>5. Evolution de la disponibilité des produits de collecte</p> <ul style="list-style-type: none">1= Baisse de la disponibilité des produits de collecte sans augmentation de l'activité (en fréquence et/ou en nb de personnes)2= Baisse de la disponibilité des produits de collecte du fait de l'augmentation de l'activité3= Disponibilité des produits de collecte stable4= Augmentation de la disponibilité des produits de collecte car baisse de l'activité5= Augmentation de la disponibilité des produits de collecte sans baisse de l'activité
<p>6. Evolution de la quantité d'eau disponible (pour les cultures et le bétail)</p> <ul style="list-style-type: none">1 = Baisse de la disponibilité en eau sans augmentation des prélèvements (culture et bétail)2 = Baisse de la disponibilité en eau en raison de l'augmentation des prélèvements3 = La disponibilité en eau reste stable4 = Augmentation de la disponibilité en eau destinée aux productions agricoles et pastorales du fait de la baisse des prélèvements5 = Augmentation de la disponibilité en eau destinée aux productions agricoles et pastorales sans baisse des prélèvements

Annexe 2 : Détail des indicateurs et des modalités retenus pour la fonction d'intégration

<p>1. Niveau de diversité de l'offre alimentaire</p> <p>1= Offre non diversifiée (absence de légumes, abs de légumineuses, abs de viande ou de poisson)</p> <p>2= Offre peu diversifiée (présence de viande/poisson ponctuellement)</p> <p>3= Offre plutôt diversifiée (présence de viande/poissons et légumes/légumineuses ponctuellement)</p> <p>4= Offre très diversifiée (présence permanente de viande/poisson et légumes/légumineuses)</p>
<p>2. Accessibilité et qualité perçue des structures de santé</p> <p>1= Structure éloignée (> de 7 km) et de mauvaise qualité (personnes non qualifiées, abs médicaments, infrastructures en mauvais état)</p> <p>2= Structure proche (< de 7 km) mais de mauvaise qualité</p> <p>3= Structure éloignée mais de bonne qualité</p> <p>4= Structure proche et de bonne qualité</p>
<p>3. Accessibilité et qualité perçue des structures scolaires</p> <p>1= Structure éloignée (> de 3 km) et de mauvaise qualité (personnes non qualifiées, infrastructures en mauvais état)</p> <p>2= Structure proche (< de 3 km) mais de mauvaise qualité</p> <p>3= Structure éloignée mais de bonne qualité</p> <p>4= Structure proche et de bonne qualité</p>
<p>4. Evolution des termes de l'échange</p> <p>1= Les termes de l'échange se dégradent beaucoup (augmentation des prix des produits manufacturés et baisse des prix des productions agricoles)</p> <p>2= Les termes de l'échange se dégradent un peu (augmentation des prix des produits manufacturés ou baisse des prix des productions agricoles)</p> <p>3= Les termes de l'échange restent stables</p> <p>4= Les termes de l'échange s'améliorent (augmentation des prix agricoles et/ou baisse des prix des produits manufacturés)</p>
<p>5. Accessibilité des réseaux téléphoniques</p> <p>1= Absence de réseaux téléphoniques</p> <p>2= Présence d'une réseau téléphonique ponctuellement</p> <p>3= Présence de plusieurs réseaux téléphoniques ponctuellement ou un permanent</p> <p>4= Présence de plusieurs réseaux téléphonique permanents</p>
<p>6. Accessibilité routière</p> <p>1= Très enclavé, pas d'accès en véhicule</p> <p>2= Assez enclavé, accès saisonnier ou passage des véhicules à plus de 4 km du village</p> <p>3= Assez accessible, accès permanent entre 1 et 4 km du village</p> <p>4= Très accessible, à proximité d'un axe principal</p>
<p>7. Opportunités de travaux journaliers</p> <p>1 = Pas d'opportunités</p> <p>2 = Peu d'opportunités (plus de gens qui demandent que de tâches à réaliser)</p> <p>3 = Plusieurs opportunités (autant de gens qui demandent que de tâches à réaliser)</p> <p>4 = Très faciles à trouver (plus de tâches à réaliser que de gens qui demandent)</p>
<p>8. Accessibilité des services financiers et sécurisation de l'épargne</p> <p>1= Pas de possibilité de prendre de crédit</p> <p>2= Possibilité de prendre un crédit mais taux usurier, pas de possibilité de sécuriser l'épargne</p> <p>3= Possibilité de prendre un crédit, pas de possibilité de sécuriser épargne en dehors des tontines du village</p> <p>4= Possibilité de mettre en sécurité son épargne en dehors du village et possibilité de contracter un crédit</p>

Annexe 3 : Détail des indicateurs et des modalités retenus pour la fonction de régulation

<p>1. Niveau de confiance dans les autorités villageoises / Niveau d'adhésion aux décisions</p> <ul style="list-style-type: none">1 = Chef perçu comme illégitime, pas de confiance2 = Absences d'autorités locales au moment de la collecte d'informations3 = Chef perçu comme légitime mais certaines décisions remise en cause (contestation plus ou moins affichée, ou départ de certaines personnes, prise de distance par rapport au village)4 = Confiance accordée au chef, accord avec les décisions prises (globalement)
<p>2. Présence de dynamiques excluantes / discriminantes</p> <ul style="list-style-type: none">1= Discrimination religieuse / ethnique / communautaire forte (personnes qui vivent dans le même village mais avec peu d'échanges)2= Présence de quelques cas de discrimination3= Pas de discrimination mais homogénéité forte de la population4= Pas de discrimination malgré une hétérogénéité forte de la population
<p>3. Existence de violences au sein du village</p> <ul style="list-style-type: none">1= Violences ++2= Quelques violences ponctuelles, à l'égard de personnes habitant le village3= Quelques violences ponctuelles, à l'égard de personnes extérieures4= Pas de violence identifiée
<p>4. Niveau d'efficacité dans la gestion des conflits internes au village</p> <ul style="list-style-type: none">1= Nombreux conflits non réglés2= Quelques conflits persistants3= Quelques conflits, en passe d'être réglés4= Absence de conflit au sein du village, où déjà réglés
<p>5. Accès aux ressources</p> <ul style="list-style-type: none">1= Il y a de nombreux litiges non réglés concernant l'accès aux ressources2= Il y a quelques litiges concernant l'accès aux ressources mais ceux-ci sont en passe d'être réglés3= Il existe du mécontentement vis à vis de l'accès aux ressources mais pas de conflits/ litiges (normes acceptées / acceptables)4= Pas de mécontentement, pas de litiges, l'accès aux ressources est considérées satisfaisantes
<p>6. Existence de mesures collectives face aux risques</p> <ul style="list-style-type: none">1= Insécurité fortement ressentie, pas de système d'alerte, pas de mesures de protection2= Risque peu ressenti, absence de mesures de protection3= Risque fortement ressenti, avec existence de mesure de protection4= Risque peu ressenti mais existence de mesure de protection (mise en place auparavant ou « au cas où »)

ANNEXE 4 : illustrations graphiques issues du cas de Nounkowane (Bouar)

Nous nous inspirons des approches en termes d'ensembles flous (fuzzy logic) pour construire nos indicateurs. Cela permet d'éviter une approche binaire de type « fonction assurée vs fonction non assurée », mais plutôt de proposer une progression, entre le « non assurée » et le pleinement assurée. Quatre étapes peuvent être distinguées.

1/ La représentation des indicateurs de chaque fonction.

Chaque indicateur est évalué, et la modalité retenue est représentée comme suit

Figure 1 : Scores des indicateurs de la fonction productive

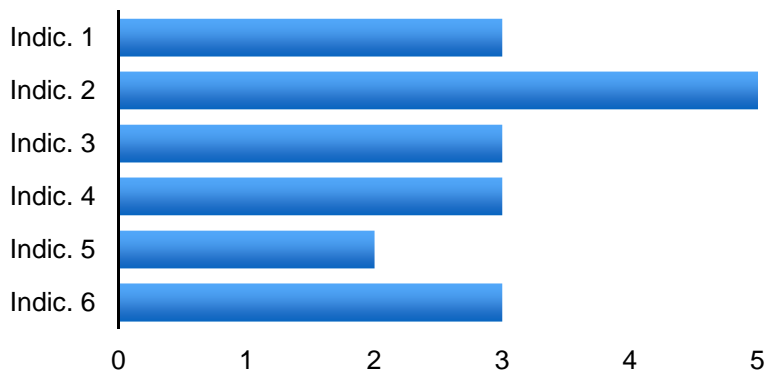


Figure 2 : Scores des indicateurs de la fonction d'intégration

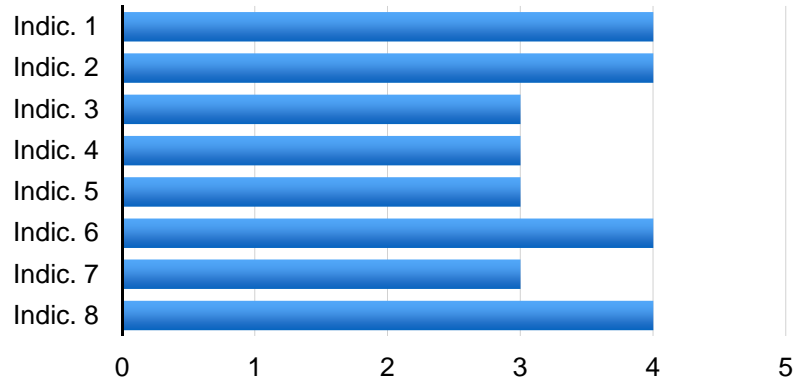
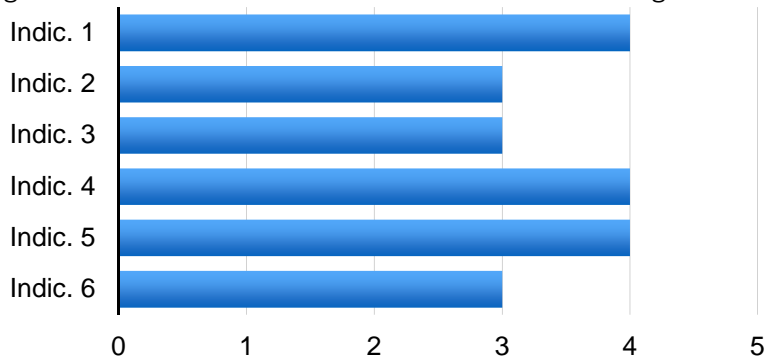


Figure 3 : Scores des indicateurs de la fonction de régulation



Etapes 2 et 3 : Le calcul du niveau atteint par chacune des trois fonctions, aujourd'hui et par le passé

Pour agréger les indicateurs et obtenir une mesure de la fonction productive de Nounkowana, nous procédons comme suit. Nous estimons tout d'abord que si tous les indicateurs obtenaient la note de 1 (la modalité la moins favorable), alors la fonction ne serait pas assurée. A l'inverse, si tous les indicateurs affichaient un score de 5 (s'il y a 5 modalités), alors la fonction serait pleinement assurée. De ce fait, ce sont les points obtenus au-dessus de 1 que nous prenons en compte.

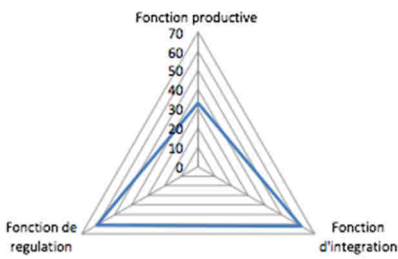
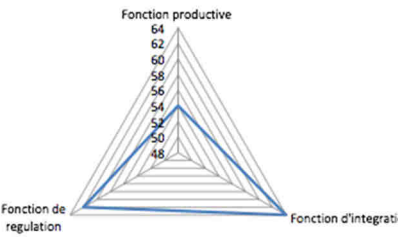
Ainsi pour la fonction productive, le premier indicateur, qui représente l'évolution des rendements, obtient un score de 3 à Nounkowana, car ceux-ci ne semblent pas avoir évolué depuis longtemps, selon les témoignages recueillis. Nous comptons alors 2 points pour cet indicateur ; nous procédons de même pour les 5 autres indicateurs de cette fonction. Pour finir, nous faisons le rapport entre le nombre de points obtenus et le nombre de points maximum (à savoir 4 points X 6 indicateurs soit 24 points au total pour la fonction productive). Avec ce calcul, nous pouvons dire, par exemple, que la fonction productive est assurée à 54% au moment de notre passage.

Nous pouvons, grâce aux entretiens historiques, estimer ce pourcentage pour les différentes périodes identifiées dans l'histoire du village (étape 3).

Le résultat pour Nounkowana est représenté ci-dessous.

Tableau 1 Reconstitution de la trajectoire historique de Nounkowana

Période	Description	Etat des fonctions villageoises
La période de création du village (1960-1981)	<ul style="list-style-type: none"> - Création du village dans les années 60 par la famille fondatrice - Dans les années 72-74, le village, qui n'est plus « identifié » comme un véritable village suite à la mort du chef, est détruit - En 81, les villageois retournent sur le site actuel du village - Des communautés d'éleveurs Peuhls s'installent, l'Ouest du finage devient réservé à l'élevage 	
La période prospère de capitalisation (1981-1993)	<ul style="list-style-type: none"> - Le village bénéficie notamment d'un projet d'appui au maraîchage - En 1987, installation de l'armée française à Bouar, représentant le principal débouché pour les productions maraîchères - Emergence d'une capitalisation sous forme de troupeaux bovins par certains villageois - En parallèle, la culture du coton représente aussi une source de revenu et un approvisionnement en intrant, mais elle est délaissée par l'Etat dès le début des années 90 	

<p>La période de déclin de l'économie locale (1993-2013)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La filière coton se ferme dès le début des années 90, la population n'a plus accès aux intrants - L'armée française quitte Bouar en 1993, les villageois perdent leurs débouchés pour les productions maraichères - Monétarisation des travaux journaliers, et quelques jeunes s'intéressent aux activités minières - Apparition des coupeurs de route à partir de 2003 	
<p>La période post-crise Séléka (2013-actuellement)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Village pillé par la Séléka à la fin d l'année 2013 - Fuite de la population en brousse, retour vers Février 2014 pour une majorité des habitants - Reprise progressive des activités agricoles - L'activité de fagots se développe du fait de nombreux débouchés à Bouar, débouchés accentués par la crise - Des ONG restaurent des infrastructures abandonnées depuis plus de 10 ans 	

Etape 3 : le niveau de fonctionnement agrégé

En agrégeant les différentes fonctions entre elle nous obtenons un pourcentage qui représente le niveau de fonctionnement du village, et ceci par période, comme présenté dans la figure 4. Pour calculer le niveau de fonctionnement global du village pour une période donnée, nous procédons d'une façon similaire au calcul des fonctions. Pour chaque fonction nous avons un score, et nous additionnons les différents scores obtenus, puis les différents scores maximum, afin d'obtenir un ratio. Cela revient en fait à faire une moyenne des pourcentages obtenus précédemment pour chaque fonction, mais sans l'approximation liée aux arrondis.

Figure 4 : L'évolution du niveau de fonctionnement du village au cours du temps

